

Merci !

Madame la Première ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Chers amis,

Quel bonheur, quel bonheur de vous retrouver tous ici, si nombreux.

Bienvenue !

Peut-être que certains initiés se sont livrés à un pronostic sur ma musique d'entrée.

Les plus rockers d'entre vous auront reconnu *Don't stop me now* de Queen.

Pourquoi ce titre ?

Selon le *Feel Good Index*, que vous suivez aussi attentivement que le Standard and Poors, c'est la chanson qui rend le plus heureux.

Et je pense qu'en cette période un peu anxiogène, une dose d'enthousiasme ne nuit pas !

Don't stop me now, c'est aussi un appel.

Un appel à ne pas rester les bras croisés, un appel à la vitalité.

Un appel à ne pas s'arrêter en si bon chemin.

Un appel à l'action ! A l'optimisme !

Et cela tombe bien car l'action et l'optimisme c'est le moteur des entrepreneurs ! C'est notre moteur !

Chers amis,

Bienvenue à Longchamp,

Bienvenue à la REF 2023,

Bienvenue à la Rencontre des entrepreneurs de France !

En notre nom à toutes et à tous, je remercie très sincèrement le Président de la République pour son message volontariste et lucide qui nous invite à l'unité.

Nous l'avons entendu, le Président de la République souligne la contribution éminente des entreprises et le rôle des partenaires sociaux dans la réussite du pays.

Nous serons au rendez-vous !

Permettez-moi de rendre hommage aujourd'hui à Denis Kessler, l'inventeur avec Ernest-Antoine Seillière de notre rencontre de rentrée.

Denis, qui nous a quittés en juin dernier, était un penseur audacieux. Un exceptionnel promoteur de l'économie de marché.

Inspirons-nous de lui et d'autres pour plus encore investir le débat d'idées, réaffirmer nos valeurs et notre doctrine.

Il le faut !

Au-delà de son impressionnante fréquentation, pourquoi la REF est-elle devenue l'évènement à ne pas manquer ?

Parce que la profondeur et la diversité de nos débats contribuent à montrer la voie.

Des débats respectueux, sans tabous ni sectarisme.

Parce que le Mouvement des entreprises de France doit aussi être un MEDEF de réflexion.

Un MEDEF de prospective et d'anticipation.

C'est essentiel dans une période confuse, lourde de menaces, mais aussi riche d'extraordinaires opportunités.

Nous, entrepreneurs, avons plus que jamais besoin d'une meilleure compréhension des situations que nous traversons, pour nous projeter dans l'avenir tout en mesurant nos risques.

Le risque, c'est l'essence-même de l'économie libérale et de l'esprit d'entreprise qui nous anime tous !

Le goût du risque n'est pas la chose du monde la mieux partagée.

N'en faisons pas un titre de gloire, mais assumons avec fierté le rôle essentiel qui est le nôtre pour construire un avenir meilleur pour tous !

Au-delà de la stimulation intellectuelle, cette compréhension des situations est nécessaire dans un monde fragmenté que certains aimeraient voir en pleine dislocation.

Je nous souhaite à tous de quitter cette REF avec les idées claires, en tout cas plus claires, et un moral d'acier.

Mais tout autant que de réfléchir ensemble, nous avons nécessité de partager notre vision et nos convictions.

C'est là aussi le but de la REF, faire entendre notre voix. La voix forte des entrepreneurs de France.

Notre vision et nos convictions sont légitimes, tant nous contribuons au bien commun par la création de richesse, d'emplois, par notre incessante capacité à innover.

Oui, nous apportons, vous apportez, des solutions là où tant d'autres s'exaltent dans le commentaire, les postures et la seule critique stérile.

Face aux forces d'empêchement, nous sommes une force d'entraînement !

Alors on nous dira : que le Président du MEDEF loue les mérites des entrepreneurs, c'est d'évidence assez convenu.

Mais il se trouve que cette idée est également portée par une personnalité particulièrement éminente...

Cette personnalité n'est autre que le Pape, qui, à défaut d'avoir pu nous honorer d'une intervention en direct, nous a écrit une remarquable lettre. Je l'en remercie.

La lecture de cette lettre vous sera faite cet après-midi en introduction de notre débat sur la foi en l'avenir.

Mais j'aimerais dès maintenant vous en livrer un passage.

Que nous dit le Pape, dont chacun connaît la liberté de ton :

Je le cite : « Quand je pense aux chefs d'entreprise, le premier mot qui me vient à l'esprit est « bien commun ».

Il n'est, en effet, pas possible aujourd'hui d'imaginer une amélioration du Bien Commun, c'est-à-dire de la vie économique et sociale, de la justice, des conditions de vie des plus pauvres, sans considérer les entrepreneurs comme des acteurs du développement et du bien-être.

Vous êtes un moteur essentiel de la richesse, de la prospérité, du bonheur public. »

Fin de citation.

Ce que nous écrit le Pape François, d'autres hautes grandes autorités spirituelles, intellectuelles, politiques, pourraient probablement elles aussi l'exprimer.

Notre Medef n'est évidemment pas une organisation confessionnelle !

Mais quel message que celui-ci !

Eh bien oui, nous sommes des acteurs essentiels du bien commun et de la prospérité !

Oui, nous sommes la solution à tant de défis auxquels notre monde, notre continent, notre pays sont confrontés.

Nous avons une responsabilité.

Soyons à la hauteur !

Ces défis qui nous attendent, il ne s'agit en aucun cas de les minorer, ou pire de les occulter.

Défi climatique au premier chef, l'actualité de cet été nous le rappelle douloureusement, à travers toute la planète.

Mais aussi défis démographique, sociétal, technologique, démocratique, géopolitique ou, plus classiques mais tout aussi aigus, défis conjoncturel et financier.

J'entends encore, ici-ou-là, que le Medef lui-même, ses 190 000 entreprises adhérentes, employant près de 10 millions de salariés, seraient dans le déni – singulièrement s'agissant des défis climatiques et sociétaux.

J'entends que nous croyons encore en de vieilles lunes, autour d'un modèle économique et social qui serait périmé, voire mortifère.

190 000 entrepreneurs et 10 millions de salariés, pardonnez-moi, mais cela ferait quand même beaucoup d'inconscients !

La vérité est toute autre. La RSE, c'est désormais notre quotidien à tous !

Et c'est pourquoi durant cette REF, nous parlerons largement d'engagement, en valorisant nombre d'initiatives entrepreneuriales, individuelles ou collectives, toutes formidables.

Des initiatives qui se multiplient à travers tout le territoire, dans les entreprises de toutes tailles et tous secteurs.

Des initiatives menées peut-être trop discrètement : faisons-les mieux connaître !

Oui faisons les connaître pour corriger l'image négative de l'entreprise que certains voudraient nous coller, souvent par ignorance, parfois par malveillance.

Nos propres salariés, qui par définition nous connaissent, nous font très largement confiance.

Notre ADN, c'est la construction.

C'est l'action. C'est le collectif.

C'est la soif d'avenir.

Nous sommes responsables sur la base d'initiatives spontanées plutôt que sous la contrainte d'obligations croissantes, et pour certaines iniques – je pense en particulier au projet de l'Union Européenne sur le devoir de vigilance.

Nous sommes à la fois des pragmatiques, des praticiens, des « performers » mais aussi des obsédés du temps long – donc de la responsabilité durable.

Notre horizon, ce n'est pas l'annualité budgétaire.

Notre horizon, c'est celui d'investissements toujours plus aléatoires sur de nouvelles technologies.

Notre horizon, c'est aussi l'avenir dans nos entreprises des salariés que nous recrutons, que nous formons, que nous voulons fidéliser.

Alors qu'un large consensus existe sur les défis qui nous attendent et la finalité de notre engagement – assurer l'avenir des générations futures sur une planète viable pour tous –, une lourde erreur demeure.

La vérité, c'est qu'il ne faut pas inverser l'ordre des facteurs !

Cette erreur, c'est de considérer que « l'intendance suivra » (clin d'œil gaullien à mon ami Geoffroy), c'est de considérer que les entreprises, tout comme nos concitoyens ne sont que des variables d'ajustement.

Et tant pis pour les dommages collatéraux et les effets pervers !

Nous le vivons de manière caricaturale avec le Zéro Artificialisation Nette, les Zones à Faibles Émissions ou l'incessante remise en cause des normes de motorisation dont les acteurs de bon sens que nous sommes mesuraient dès l'origine les difficultés de mise en œuvre dans les délais impartis.

Agir ainsi, c'est en réalité le meilleur moyen de ne pas aboutir, de ne pas réussir la nécessaire transition. En somme, de compromettre l'avenir par des décisions absurdes.

L'idéologie ou les décisions de circonstance ne doivent pas l'emporter sur la raison.

La vérité, c'est que nous ne sortirons par le haut que si nous arrivons à réunir les conditions économiques, financières et sociales nécessaires.

Nécessaires à quoi ?

- Nécessaires au financement si coûteux de l'innovation dans des domaines aussi majeurs que la décarbonation ou la santé,
- Nécessaires à l'emploi et au pouvoir d'achat,
- Nécessaire à la défense de notre souveraineté dans un monde qui doit rester ouvert,
- Nécessaire à l'indispensable réindustrialisation de notre pays,
- Nécessaire enfin au rétablissement et à l'équilibre durable de nos régimes sociaux et de nos finances publiques.

Tout simplement pour assurer concorde nationale et ordre républicain, conditions essentielles de la paix civile dont nous venons, une fois encore, de mesurer la fragilité !

Autant que les citoyens et les collectivités, nos entreprises sont victimes des désordres publics.

Oui nous avons besoin de nous unir, de nous ré-unir, autour d'un dessein et d'un récit partagés. Celui de la réussite collective.

Je le disais en introduction : les défis sont immenses, mais les entreprises ont la solution.

Elles ne cessent de le prouver !

La création d'emplois, nous savons faire !

La sobriété, nous savons faire !

L'inclusion, l'intégration, nous savons faire !

La décarbonation, nous savons faire ! Avec un horizon clair, la neutralité carbone à horizon 2050 et le respect des accords de Paris.

La revalorisation des salaires, nous savons également faire ! Et les derniers chiffres dans le secteur privé en témoignent !

Donc oui, nous avons les solutions mais cela demande que l'on nous en laisse la liberté, et les moyens !



Oui, investir, innover, recruter, former, c'est toujours un engagement.

Ça n'est pas pour faire genre que notre MEDEF s'est doté, dès 2019, d'une raison d'être : « Agir ensemble pour une croissance responsable ».

Croissance et responsabilité sont indissociables, n'en déplaise aux déclinistes, et aux « anti-tout » qui tentent de saturer le débat public.

Cette croissance est largement entre les mains, des entreprises.

Autant dire que tout signal venant saper leur confiance serait immédiatement contre-productif.

Je le rappelle, déduction faite des 160 milliards d'euros de restitutions, les entreprises Françaises restent les plus taxées au monde.

Et pourtant, voici que prospèrent de nouveau des débats menaçants sur les supposés cadeaux dont elles bénéficieraient.

Je veux ici exprimer solennellement nos craintes et notre résolution à ne pas laisser casser la fragile dynamique de notre économie.

Il faut raison garder : la politique de l'offre donne de bons résultats ! Pourquoi, le plus souvent au titre de postures politiciennes, nier ces résultats ?

Au-delà de cette pétition de principe, « demain ne meurt jamais », le rhônalpin que je suis voudrait bifurquer de Ian Flemming à Antoine de St Exupéry, qui écrivait :

« L'avenir n'est jamais que du présent à mettre en ordre. Tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre ». Bien d'accord avec Antoine de St Exupéry !

Ce dont nous avons besoin, c'est de cohérence, un cap clair, coconstruit et stable.

C'est aussi d'un rapport de confiance entre l'État et la société civile, entre les partenaires sociaux mais aussi avec le Parlement.

Loin de nous l'idée que nous naviguons sur une mer d'huile, ou que la partie est facile pour nos pouvoirs publics.

Nous mesurons bien l'instabilité et la dangerosité du contexte géopolitique mondial.

Nous les vivons ce jour même, avec l'absence si regrettée du Président de la République du Niger, le Président BAZOUM, qui avait accepté notre invitation à cette REF. Nous adressons tout notre soutien à ce démocrate éclairé et à son pays.

Il partageait notre initiative de la francophonie économique dont je veux signaler ici toute l'importance.

Nous le vivons aussi très concrètement à travers le net ralentissement de la croissance mondiale et du commerce international, ou à travers la recrudescence des procédures collectives en France.

Nous le vivons à travers le considérable renchérissement du crédit, particulièrement dans l'importante filière immobilière, désormais quasiment à l'arrêt sur tous nos territoires.

L'immobilier c'est un secteur essentiel dont les enjeux sont étrangement ignorés en termes de PIB, d'emploi, de pouvoir d'achat, de mobilité professionnelle et de bien-être social.

Et pourtant, même dans ce contexte incertain, les entreprises françaises résistent encore !

Je tiens à saluer tous ces secteurs d'activité qui ont permis à nos exportations de croître de près de 3% et de réduire notre déficit commercial de 35 milliards d'euros au premier semestre.

Ces secteurs, ce sont notamment l'aéronautique, la construction navale, le luxe, l'automobile, mais aussi les cosmétiques, les services ou encore le textile.

N'oublions pas non plus que depuis le début de l'année la France exporte de nouveau son électricité.

Ces éléments, ils cachent évidemment des situations très contrastées, et parfois même fragiles !

Ce n'est donc pas le moment d'exposer les entreprises de France à des revirements, de les plonger dans l'incertitude.

Madame la Première ministre, il faut continuer à les encourager !

Nous ne méconnaissons évidemment pas l'état de nos finances publiques.

Il est pour partie inhérent aux opportunes mesures de soutien face au COVID, mais essentiellement lié à l'incapacité chronique de la sphère publique à maîtriser ses dépenses courantes – y compris d'ailleurs au détriment de ses propres capacités d'investissement.

Que je sache, comme le Président de la République vient de nous le rappeler, en termes de rentrées fiscales et sociales, nos entreprises ont ces dernières années contribué non au creusement des déficits et des dettes, mais bien à des surcroits de recettes !

Considérer que les entreprises devraient contribuer plus encore à l'effort fiscal et social serait infondé.

Je le redis, en France elles le font déjà massivement.

Outre qu'il altérerait la confiance des entrepreneurs dans la parole de l'État – car oui, l'État s'y était engagé, la loi a été votée – , un nouvel étalement de la suppression de la CVAE serait un très mauvais signal.

Nos entreprises, particulièrement industrielles, ont un impérieux besoin de cette suppression immédiate, au moment où la concurrence internationale s'intensifie, et où nous devons investir massivement sur la décarbonation.

Cette suppression annoncée pour 2024 a été intégrée dans nos business-plans, en termes de décisions d'investissements et d'embauches.

Elle doit intervenir en temps et en heure.

De même :

- Mettre à la charge des entreprises certains arrêts-maladie dont elles ne sont essentiellement pas responsables,
- Revenir sur certains allègements de charges sociales,
- Imaginer déstabiliser encore les dispositifs d'incitation à l'investissement locatif, par exemple, seraient autant d'hypothèques sur notre croissance et sur notre compétitivité.

Madame la 1<sup>ère</sup> Ministre, n'enrayons pas la nécessaire remise à niveau de notre tissu productif.

Nos intérêts sont convergents, ce sont ceux de la Nation. Nous vous faisons confiance.

Vous avez mené des réformes courageuses et responsables, que je veux saluer publiquement ici, même si elles ne soldent probablement pas tous les sujets : je veux en particulier parler des retraites et de l'assurance-chômage.

Vos prédécesseurs ont fait de même, s'agissant de la fiscalité ou de la formation professionnelle.

Les résultats ont été là à chaque fois et le seront à nouveau tant que la politique de l'offre perdurera.

Oui, nos entreprises ont répondu présent en embauchant, en investissant, en partageant la valeur, en recrutant massivement des apprentis, en engageant résolument le verdissement de leurs offres et de leurs modes de production.

Madame la 1<sup>ère</sup> Ministre, je vous conjure de ne pas altérer la confiance entre l'État et les décideurs économiques. Cela vient d'être rappelé : nous avons besoin d'unité.

Cette confiance est indispensable à la réussite de notre pays, à laquelle nous voulons contribuer massivement.

Une confiance en responsabilité qui doit aussi s'inscrire dans nos relations de travail avec le Parlement.

Un mot maintenant sur nos régimes sociaux.

Le Medef se prêtera de bonne foi, et avec la volonté d'aboutir, aux négociations en cours.

Il a démontré ces dernières années sa capacité de dialogue social constructif, que ce soit au titre de notre agenda social autonome, ou à la demande du Gouvernement.

Les récents Accords Nationaux Interprofessionnels sur le partage de la valeur ou sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, en témoignent.

Merci Madame la 1<sup>ère</sup> Ministre, d'avoir veillé, comme vous vous y étiez engagée, à ce que cet accord sur le partage de la valeur soit retranscrit fidèlement dans le projet de loi.

Pour autant, je vous confirme notre désaccord quant à l'usage que le Gouvernement prévoit des excédents à venir de l'Unedic, qui, je le rappelle, est un organisme paritaire très largement financé par les cotisations des entreprises.

De la même façon, il nous semble inopportun que les fonds de l'Agirc-Arcco soient ponctionnés pour financer la réforme des retraites.

Concentrons-nous sur l'Unedic.

Si les excédents actuels se confirment à l'avenir, il sera normal et sain de les flécher prioritairement vers le désendettement de l'Unedic.

Mais considérant que ces excédents résultent des créations d'emploi et revalorisations salariales par nos entreprises, les consacrer à hauteur de 11 ou 12 milliards € supplémentaires au financement de politiques publiques serait anormal.

En clair, alors que compétitivité et salaire net restent un enjeu majeur, une partie de ces excédents devrait être consacrée à une baisse de nos cotisations chômage, autant et plus qu'à un surcroît de financement de Pôle Emploi ou France Travail, organismes qui nous couteraient donc plus cher pour traiter moins de dossiers.

Pour être efficient et responsable, le paritarisme de gestion nécessite confiance mutuelle, équité, et stabilité.

Ce que nous proposons, tant aux pouvoirs publics – nationaux ou locaux, qu'aux autres partenaires sociaux, c'est une sortie par le haut, un accord gagnant-gagnant.

Prolongeons une logique vertueuse de croissance responsable.

Interrogeons-nous collectivement sur la génération et le partage des fruits de la croissance dans la durée.

En laissant autant que possible la main aux principaux intéressés, les entreprises, les salariés et leurs représentants, en responsabilité.

C'est dans cet esprit, comme je m'y étais engagé dans ma campagne pour la présidence du Medef que, premièrement :

- Nous installerons une vice-présidence prospective et idées.  
L'objectif est clair : définir nos perspectives stratégiques pour nos entreprises, la société, notre pays :
- Enjeux de souveraineté
- Financement de la décarbonation
- Effets de la démographie sur l'emploi
- Qualifications et dépendance
- Impacts de l'intelligence artificielle,
- Couverture des risques climatiques et cyber...

Nos doctrines se doivent d'être étayées pour que notre voix soit entendue.

Nos doctrines se doivent d'être étayées pour que notre voix soit entendue.

- Par ailleurs, je proposerai dès les prochains jours aux autres partenaires sociaux de travailler à un diagnostic partagé en faveur d'une croissance responsable, dont tous devront être bénéficiaires, que ce soit sur le plan environnemental, social, sociétal et économique.

De même, pourquoi ne pas réfléchir à l'évolution de notre modèle social français, pour le mettre au service d'une croissance durable.

En effet, nous devons convenir que nos régimes sociaux deviennent trop confus et cloisonnent le traitement d'enjeux étroitement liés que sont emploi, protection sociale et formation.

Clarifions les responsabilités, les financements, les périmètres d'intervention au service de la réussite par le plein emploi.

- Enfin, nous lancerons une mobilisation générale de nos entreprises, au-delà de ce qu'elles font déjà en la matière, pour mieux accompagner les chômeurs vers l'emploi, les former une fois recrutés.

Mais aussi accompagner la réforme du lycée professionnel, du RSA et des politiques en faveur du handicap.

Nous serons également au rendez-vous sur l'emploi des seniors, sans nous enfermer dans des carcans technocratiques et inutilement coûteux : nous aurons également besoin des seniors !

Vous l'aurez compris, notre attitude est donc bien positive et constructive.

Ce n'est certainement pas celle du déclin, du repli sur soi, de la résignation ou de la gestion fratricide et politiquement si dangereuse de la pénurie. Créons de la richesse pour permettre les mutations !

Il en va de même à l'égard de l'Union Européenne, qui génère dans nos rangs autant de frustration et d'irritation que de grands espoirs.

Une Union Européenne qui n'est pas en reste quant au délire normatif, et dont l'inertie sur certains sujets nous éclate à la figure, par comparaison avec la vitesse d'exécution des Etats-Unis.

De cœur et de raison, le Medef demeure viscéralement pro-européen.



C'est pourquoi, dans le cadre de la préparation des élections européennes de 2024, nous émettrons une véritable plateforme de propositions, en faisant valoir là-aussi notre thèse de la croissance responsable – que nous savons partagée par nos homologues patronaux de l'Union.

Nous n'attendrons d'ailleurs pas cette échéance électorale majeure pour plus encore faire entendre notre voix sur des dossiers aussi importants qu'urgents, en priorité celui de l'énergie, d'une manière générale, et celui du nucléaire en particulier.

C'est à cet effet, enfin, que nous renforcerons encore notre expertise, notre légitimité et nos moyens sur les sujets européens, que ce soit dans le cadre de relations multilatérales ou bilatérales.

Je ne saurais conclure ce discours sans vous redire ma fierté de présider notre Mouvement, dans toute sa richesse et sa diversité.

Vous redire aussi ma reconnaissance et mon admiration pour votre engagement à tous, membres de notre Conseil exécutif, élus, mandataires, adhérents et collaborateurs. Je n'oublie d'ailleurs pas être moi-même un adhérent comme vous, en tant qu'entrepreneur actif.

Je remercie également celles et ceux qui rendent possible la tenue de cet évènement, nos partenaires.

Je connais bien notre Mouvement, les femmes et les hommes qui le composent et le font vivre au quotidien, dans toutes les fédérations, dans tous les territoires.

Permettez-moi ici un message appuyé à nos adhérents ultra-marins, qui savent mon amitié et mon soutien.

Notre force, c'est la diversité des secteurs et des entreprises que nous représentons. La diversité dans l'unité.

Notre force c'est aussi notre maillage territorial.

Notre force enfin, c'est celle du collectif. C'est celle du nombre.

C'est d'ailleurs l'enjeu de la représentativité. Un enjeu de légitimité, d'efficacité et d'autorité.

Je suis convaincu qu'ensemble nous pourrons aller plus loin, pour contribuer toujours plus au bien commun et à la prospérité.

La confiance et la convivialité qui règnent entre-nous sont une force incroyable.

Vous savez combien j'y suis attaché. Je m'emploierai sans cesse à les développer.

Notre Medef doit être aussi affûté, collectif et performant que notre XV de France et demain nos champions olympiques et paralympiques, à qui nous adressons évidemment tous nos vœux de succès, pour qui notre cœur vibre !

Chers amis, soyez assurés de mon inlassable engagement à vos côtés.

Vous savez mon attachement à notre MEDEF, à nos entreprises.

Je leur voue une véritable passion.

Bravo et merci à tous ! Ensemble nous réussirons !

Vive l'entreprise.

Vive le Medef.

Vive un MEDEF ambitieux pour la France !